



**La couverture par les hommes et femmes de médias ce dimanche 4 novembre 2018, de la manifestation organisée par le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), s'est muée en une partie d'intimidations et de menaces de la part des forces du maintien de l'ordre et des autorités administratives.**

Regroupés dans un débit de boissons non loin du carrefour "Mairie rurale" où était supposée démarrer la manifestation en question, afin de mieux observer le jeu du chat ils ont fait des représailles de la part des hommes en tenues visiblement sous ordre du sous-préfet de l'arrondissement de Bafoussam. « *Les voilà. Quand ça va commencer, il faut d'abord les arrêter* », a lancé un policier à son collègue. « *Il faut particulièrement commencer à celui qui a le sac noir (en référence à l'un des reporters connu pour sa franchise)* ».

Peu après cette conversation suivie furtivement, le **commissaire Sop** du troisième arrondissement de Bafoussam viendra lui-même réitérer ces menaces. « *Vous êtes là depuis le matin et nous vous suivons. Nous espérons que vous n'avez pas pris d'images de nous, sinon on aura de sérieux problèmes. Je ne vais pas vous fouiller parce que je vous fais confiance. Donc si quelqu'un a pris une image, il doit la détruire* », a-t-il menacé. « *Si une seule image de ce qui se passe ici est diffusée, vous aurez des problèmes. Les bonnes relations qui ont toujours existé entre nous vont cesser* », a-t-il insisté. Alors qu'il préférait ces menaces, il sera rejoint par le Sous-préfet de l'arrondissement de Bafoussam 2<sup>ème</sup> Grégoire **Bertrand Essono**

**Bobo** . « *Que faites-vous là ?* », lance-t-il après avoir préalablement sommé ses interlocuteurs de s'identifier. « *Nous sommes là pour suivre l'événement, la marche du Mrc* », lui répond une consœur. « *De quelle marche parlez-vous. N'avez-vous pas appris que la marche était interdite ?* », poursuit l'autorité administrative. « *Si, mais c'est quand le train arrive en retard que ça devient intéressant pour le journaliste* », réplique la consœur soutenue par la demie dizaine de journalistes présents. « *En tout cas, vous devez quitter les lieux parce qu'il n'y a aucun événement ici dans mon territoire de commandement. En plus si nous voyons une seule image de ce qui se passe ici, vous aurez des comptes à nous rendre* », menace-t-il d'un ton posé, mais plein de zèle, avant de prier ces journalistes de partir illico presto.

Cette injonction a été suivie sans une aucune résistance. Sauf que, ordre aurait été donné en catimini de mettre hors d'état de nuire, le reporter de La Nouvelle Expression. En effet, pendant que les journalistes obtempéraient, deux flics en civil se sont mis à trousse. « *Dès qu'il (reporter LNE) sera seul, on ira directement l'arrêter* », planifiaient ces flics. Mais la pluie qui va déclencher quelques instants après viendra faire échouer leur plan.

Du moins pour l'instant. Car rien ne prouve que ce projet d'arrestation du reporter de La LNE soit abandonné. Les prochains jours s'annoncent donc incertains pour celui-là qui, pour l'heure, n'a officiellement aucune plainte qui pèse contre lui.

---